

SAN. Ce dernier est élu conseiller général du canton de Saint-Lys le 14 juin 1858, puis réélu en juin 1864 et le reste jusqu'aux élections de 1871. Chevalier de la Légion d'Honneur par décret du 11 août 1869. Redevient conseiller municipal de la commune de Saint-Lys en avril 1871, et le demeure jusqu'à sa mort, qui survient à Toulouse le 20 juillet 1874. Dans son testament, lègue « une rente annuelle et perpétuelle de 400,00 francs en faveur des pauvres de la commune de Saint-Lys » ainsi que la somme de 2.000,00 francs aux Frères de la Doctrine Chrétienne de Saint-Lys, qui dirigeaient alors l'école publique de la commune, de 1868 à 1881.

Joseph BOUAS (5)

Né à Saint-Lys le 22 mars 1875. Profession : charpentier (tradition familiale depuis son arrière - arrière - arrière grand-père paternel en 1722). Avait été Compagnon du devoir. Socialiste, élu maire de Saint-Lys le 10 décembre 1919. Réélu maire aux élections municipales de 1925. Reste premier magistrat de la commune jusqu'au 17 mai 1929, lorsque M. René BASTIDE est élu maire à son tour. Joseph BOUAS resta conseiller municipal jusqu'à l'élection municipale suivante et l'installation du nouveau Conseil, le 12 mai 1935.

Sous ses deux mandats : réalisation du monument aux morts de la guerre 1914-1918 en façade de l'hôtel de ville, au-dessus du porche de la rue du Fort (monument inauguré le 29 août 1921), début de l'électrification de la commune, construction d'un abattoir public (rue Saint-Julien), création un « parc public » (aujourd'hui : espace vert du boulodrome de plein air). Joseph BOUAS est décédé le 27 juin 1963 à son domicile rue des rampeaux (maison sise actuellement au 40, rue du 8 mai 1945), à SAINT-LYS.

La rue Joseph BOUAS est une impasse desservant les logement de l'Office Public H.L.M. de la Haute-Garonne, édifiés en 2001 sur un champ agricole. Cette voie a été ainsi dénommée par la délibération du Conseil municipal du 12 avril 2001.

Antonin CHELLE (6)

La salle « Antonin CHELLE » est située au rez-de-chaussée du bâtiment sud-est du centre communal des Glycines (longé par la rue éponyme).

L'actuel centre des Glycines était l'ancienne caserne de gendarmerie construite par le Département en 1901. Ces bâtiments ont été achetés par la commune à la suite du transfert des gendarmes dans leur nouvelle brigade de l'avenue des Pyrénées en 1986.

La salle « Antonin CHELLE » s'est vue attribuer ce nom par un vote du Conseil municipal en date du 20 février 2006 : M. CHELLE était le maire de Saint-Lys à l'époque de l'édification de ces bâtiments par l'administration départementale.

Né à SAINT-LYS le 27 décembre 1849, Jean Antonin CHELLE (uniquement prénommé Antonin sur les documents) est issu d'une lignée de boulangers. Conseiller municipal à partir du 23 janvier 1881 sous le mandat du maire Bernard BAYLAC. Le 18 mai 1884,

il est élu adjoint au maire de ce même premier magistrat. Le 20 février 1894, il est élu maire de SAINT-LYS, en remplacement du précédent sus-nommé. Il le reste jusqu'au 03 décembre 1905, jour de l'élection du nouveau maire, Bernard GERMIE. Avec son épouse, ils vont ensuite résider à Toulouse (17, rue de Fleurance). Ses dates et lieux de décès nous sont inconnus. Le fait marquant de son mandat est constitué par l'ouverture aux voyageurs de la ligne de chemin de fer Toulouse - Sainte-Foy-de-Peyrolières, via Saint-Lys (ligne fermée en 1949).

Famille de GIRONDE

Au XIIe siècle, deux familles, celles de Blanquefort et de Gironde, possédaient la majeure partie du territoire où la bastide de Saint-Lys serait plus tard fondée (1280).

En 1160-1164, ces deux familles firent des donations de terres à l'abbaye cistercienne de Planselve (Gimont), ainsi qu'en témoigne le cartulaire de cette abbaye. C'est sur ces terres que les moines fondent ensuite la grange monastique d'Aigubelle (aujourd'hui : lieu-dit La Grange, en bordure nord de l'avenue du Languedoc, face au débouché de la rue Pierre de Coubertin).

Le chemin de Gironde est situé le long de la route de Toulouse (R.D. 632), entre le centre-ville et le quartier du Moulin de la Jalousie.

Marc JACOBSON

Né à HUSI (Roumanie) le 17 février 1911. Médecin, « Déporté Résistant, mort des suites de sa déportation après avoir exercé son activité professionnelle à Saint-Lys pendant de longues années ». Décédé à Saint-Lys le 24 décembre 1963. Déclaré « Mort pour la France » par décision officielle du 16 novembre 1964.

La rue a été créée entre 1978 et 1981 suite à l'acquisition par la commune de terrains auprès de M. PORTELLI Jean et de Mme ARNOUX Gilberte, pour la création de la voie d'accès à l'école maternelle, bâtiment inauguré en 1976.

Dans la délibération du conseil municipal du 24 juin 1991, les élus demandent « à M. l'ingénieur des T.P.E. de bien vouloir classer, dans la voirie communale, les deux parcelles » citées plus haut et dénomment cette nouvelle voie « rue des Sports » (en raison des nombreux terrains de sports situés aux alentours, dont le stade d'honneur qu'elle longe en lisière sud-est).

Cette voie change de nom trois ans plus tard : elle porte, depuis, le nom du « docteur Marc JACOBSON », en vertu de la délibération votée en ce sens par le Conseil municipal le 16 mai 1994 qui visait à commémorer le 50e anniversaire de la Libération.

Journées Européennes du Patrimoine

Samedi 18 et dimanche 19 septembre 2010



"Les Grands Hommes"



Renseignements : 05 62 23 76 05
www.ville-saint-lys.fr



Évocation de personnages historiques de Saint-Lys dont les noms sont conservés dans la toponymie ou la dénomination des rues

René BASTIDE (1)

La place René BASTIDE est située au débouché nord de la rue du Fort, entre la place de la Liberté, la rue François Mitterrand et l'avenue de Toulouse.

Cette place était occupée par l'ancienne église paroissiale Saint-Julien, d'origine médiévale, qui s'est écroulée en 1877. Les vestiges ont été rasés, et les matériaux récupérés de l'ancien édifice ont servi à rebâtir en partie l'actuelle église, construite de 1879 à 1882. René BASTIDE : Né à Toulouse le 12 septembre 1903. Propriétaire et exploitant agricole du domaine d'Espie, ancienne propriété des seigneurs de Saint-Lys avant la Révolution. Maire de la commune de 1929 à 1963. Il en était le premier magistrat au moment du massacre du 12 juin 1944. Fut conseiller général du canton de Saint-Lys de 1937 à 1945 et de 1951 à 1964. Radical-socialiste, Chevalier de la Légion d'Honneur. Décédé à Saint-Lys le 07 mars 1967. Sa sépulture se trouve au cimetière de Muret.

Famille d'ESPIE

Le comte François-Félix d'Ançois d'Espie, capitoul de Toulouse en 1618, fit fortune dans le commerce, au Portugal. À Toulouse, au n° 3 de la rue Mage, il fit bâtir une des plus belles résidences parlementaires de la ville.

Un de ses descendants, Jean-Jacques d'Espie devint seigneur engagé de Saint-Lys en 1661. Félix-François d'Espie, fils ou petit-fils du précédent, se vit conférer, par lettres patentes signées par Louis XV le 29 novembre 1748, l'office de gouverneur de Muret et du fort de Saint-Lys : témoignage d'estime du roi à l'égard de ce capitaine au régiment de Picardie qui avait été grièvement blessé aux batailles de Parme et de Guastalla en 1734.

En 1754, le tremblement de terre de Lisbonne ayant ruiné la famille d'Espie, leur hôtel particulier toulousain est vendu. Ils vivront désormais à Saint-Lys, au manoir qui porte encore le nom de leur famille.

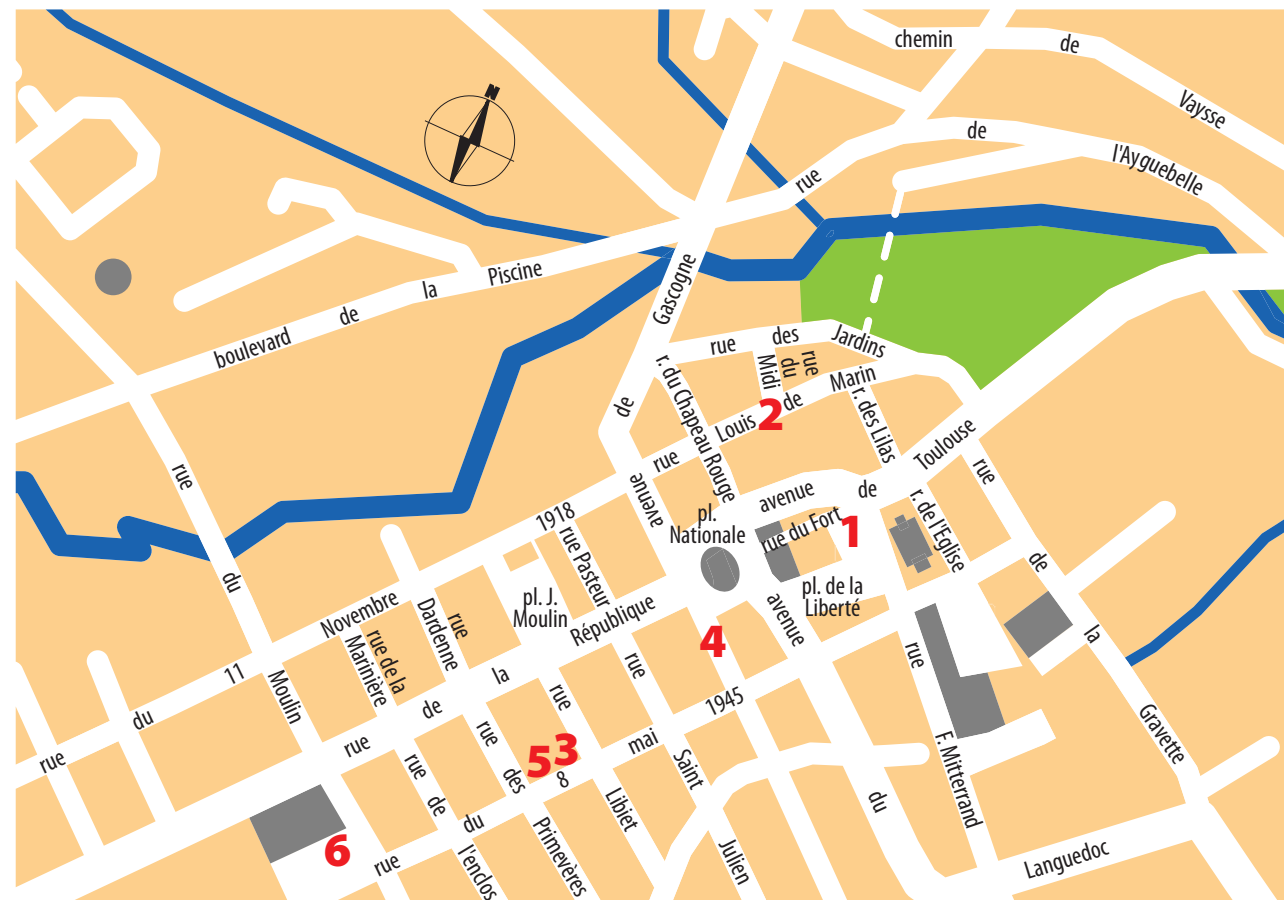
Le comte Michel-Barthélémy d'Espie assista en 1789 aux États du Comminges assemblés à Muret pour la désignation des députés aux États Généraux qui allaient être convoqués à Paris.

Le lieu-dit Espie est situé à 2,5 km à l'est du centre ville, en bordure de la R.D. 82, entre le ruisseau Ayguebelle et le lieu-dit Carrelis.

Louis de MARIN (2)

Michel Louis Marcel de MARIN est né à Saint-Jean-de-Luz en 1767. Émigra en Angleterre pendant la Révolution. Ancien colonel de cavalerie et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. À son retour en France, il s'établit à Saint-Lys, au château de la Pescadoure. Fut l'un des plus grands bienfaiteurs de la commune :

- Création, en 1847, de l'école « congréganiste » des filles : dirigée par trois Soeurs de l'ordre de Saint-André, dites Filles de la Croix, dont la maison-mère était à La Puye (Vienne). Cette école privée était gratuite, elle comptait cinq religieuses avant la guerre de 1914-1918. Cet établissement ferma ses portes en 1962.



- Dons importants aux pauvres de la paroisse.

Était membre du Bureau de bienfaisance de la commune. Décédé au château de la Pescadoure le 25 janvier 1866 à l'âge de 99 ans. L'actuelle rue du 11 novembre 1918 porta durant tout le XIXe siècle et jusqu'au début des années 1970 le nom de rue de Debat (ce qui signifie rue « d'en bas », « en contrebas », car située sur les flancs de la rive droite du ruisseau Ayguebelle, en léger dénivelé par rapport au reste du centre-ville).

Lors du Conseil municipal du 05 août 1866, soit six mois après le décès de M. Louis de MARIN, les élus décidèrent de donner le nom de ce bienfaiteur de la commune à la portion nord de la rue de Debat, là où était située alors l'école des Soeurs de la Croix (actuel bâtiment d'habitation situé au n° 15 de cette rue, et anciennement surnommé « le couvent »).

Catherine SERT (3)

- Née à Saint-Lys le 25 octobre 1773.

- Le 27 décembre 1792 (à 19 ans), se marie à Saint-Lys avec Dominique MARION (négociant), avec le consentement de sa seule mère, son père étant décédé.

- 1799 : Extrait du livre « Histoire de la bastide de Saint-Lys », publié en 1904, à propos de l'insurrection royaliste de l'an VII qui secoua

tout le département : « Le 19 thermidor an VII [06 août 1799], des bandes d'insurgés, partis de Bragayrac [...], arrivèrent à Saint-Lys vers les huit heures du matin, au nombre de cinq à six-cents. [Bertrand] MARRAST, [notaire à Saint-Lys, et qui était alors Commissaire du Directoire exécutif du canton de Saint-Lys] et les patriotes saint-lysiens ne les avaient pas attendus ; ils s'étaient enfuis vers Toulouse, emportant armes et munitions. Les insurgés pénétrèrent dans l'hôtel de ville, jetèrent par les croisées les papiers des archives et les brûlèrent sur la place publique. On ne put sauver que les Registres paroissiaux remontant à 1672 et le cahier des délibérations du Conseil municipal depuis 1789. Ils dévalisèrent aussi les maisons de DUSSOL et de SAINT-AGUÉ, agents municipaux, de MARRAST, commissaire du directoire exécutif, de MARTIN, curé constitutionnel, de GAILLARDIE, de MARION et de MAGENTHIES, patriotes absents. Ils s'acharnèrent sur la demeure de MARION contre lequel ils voulaient exercer des représailles pour sa conduite indigne lors de l'arrestation du prêtre [Jean] BÉGUÉ à Saint-Thomas. Ne pouvant contraindre sa femme, Catherine SERT, à leur dévoiler la retraite de son mari, ils l'entraînèrent dans la boutique d'un boucher et, lui plaçant la tête sur un billot, ils feignirent de la lui trancher si elle ne faisait de sérieuses révélations. Catherine SERT ne broncha pas et garda un silence stoïque ; finalement on lui rendit la liberté. Mais comme elle traversait la halle, un coup de fusil l'atteignit au bras. Cette blessure n'eut pas de suites graves, le fusil

étant chargé seulement de petits plombs ». Saint-Lys fut repris le surlendemain par les troupes républicaines. « Après l'échec de ce soulèvement, une vaste enquête eut lieu à Saint-Lys. On compta 69 habitants qui avaient pris les armes dans le parti royaliste ; 18 furent arrêtés et internés [...] ».

- À 27 ans, donne naissance à un fils, prénommé Jean-Pierre, né à Saint-Lys le 09 ventôse an IX (28 février 1801).

- Sa profession (indiquée sur son acte de décès en 1814) : aubergiste.

- Décédée à Saint-Lys le 07 janvier 1814 (âgée de 40 ans).

Son fils Jean-Pierre MARION mourra lui aussi à 40 ans, tout comme sa mère. Il était militaire dans la marine royale (« matelot de 3e classe à la 3e division des équipages de ligne de Brest »). Il est mort à l'hôpital temporaire de Bouffarick (Algérie) le 08 octobre 1841 « à onze heures trois-quart du soir par suite d'un coup de sabre à la partie antérieure et supérieure du thorax ».

Historique de la salle municipale :

Délibération du Conseil municipal n° 89 X 191 en date du 12 décembre 1989 : « Vu les différentes appellations utilisées pour désigner le même local : salle rue Libiet – rue du 8 mai 1945 – ancienne école de judo, décide de donner à cette salle le nom d'une héroïne locale, Catherine SERT, dont l'attitude courageuse a été découverte dans l'étude des archives de Saint-Lys. Le Conseil a adopté à l'unanimité ».

Cette salle communale fut vendue à un particulier en 2000 (voir délibérations n° 00 X 043 du 27 mars 2000 et n° 00 X 148 du 20 novembre 2000). Elle abrite aujourd'hui une école de danse.

Léopold DASSAN (4)

La rue Dassan n'a pas été ainsi nommée en l'honneur de Léopold DASSAN car cette dénomination figure déjà sur un plan de la ville datant de 1810. Les documents d'archives nous manquent pour connaître l'origine de ce nom, mais on peut formuler l'hypothèse qu'il s'agissait d'un membre de la famille de Léopold DASSAN, qui appartenait au groupe des notables du village.

La personnalité :

Germain Guillaume Léopold DASSAN est né le 05 juin 1807 à TOULOUSE. Profession : Juge de paix du canton de Saint-Lys (tout comme son père). Conseiller municipal de la commune en 1843, maire de Saint-Lys de 1846 à 1848. Sous son mandat, fait poursuivre les travaux de reconstruction de la halle. Puis redevient conseiller municipal jusqu'en mai 1853, époque à laquelle il démissionne en raison d'un désaccord avec le maire Clément MAIGNON. Est membre du Bureau de bienfaisance de 1853 à 1874. Le 06 juin 1858, le Conseil municipal se réunit, « assisté des plus hauts imposés de la commune », au nombre de quatre, dont M. Léopold DAS-